

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2005

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

**Point 6 de l'ordre du
jour**

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2005/6-A/1
7 avril 2005
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR LES QUESTIONS FINANCIÈRES



* Conformément aux décisions relatives à la gouvernance que le Conseil d'administration a approuvées à sa session annuelle et à sa troisième session ordinaire de 2000, les documents soumis au Conseil pour information ne sont discutés que si un de ses membres le demande expressément, suffisamment avant la séance, et si la présidence décide de faire droit à cette demande, considérant qu'il s'agit d'une utilisation appropriée du temps du Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur de la Division des finances M. S. Sharma tél.: 066513-2700
(ADF):

Directeur adjoint, ADF: M. E. Whiting tél.: 066513-2701

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



RESUME

Le présent document constitue un rapport de synthèse sur les questions financières qui ne sont pas nécessairement soumises sous des points de l'ordre du jour séparés, mais présentent de l'importance pour l'information du Conseil.

Le document se compose de trois sections: Section A – rapport sur les finances de 2004; Section B – information et analyse intéressant les liquidités et la gestion des placements; enfin, Section C – information sur l'utilisation des ressources en espèces sans restriction pour acheter les produits et renseignements sur les contributions en nature et les dérogations au recouvrement des coûts d'appui indirects comme prévu par les articles XII.4 et XIII.4 e) et f) du Règlement général.

PROJET DE DECISION*

Le Conseil d'administration prend note des informations contenues Rapport de synthèse sur les questions financières (WFP/EB.A/2005/6-A/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



SECTION A: RAPPORT SUR LES FINANCES DE 2004

1. Dans cette section, on présente les résultats financiers tirés des états financiers non vérifiés et des tableaux et rapports pour 2004.

Recettes et dépenses

2. Un état récapitulatif des recettes et dépenses et des soldes des fonds pour l'année close le 31 décembre 2004 est présenté dans le tableau A3 à la fin de cette section.
3. Les recettes totales pour 2004 se sont établies à 3,3 milliards de dollars E.-U., y compris 0,9 milliard de dollars de contributions en faveur du programme pour l'Iraq. Ces chiffres correspondent à une augmentation de 15 pour cent par rapport aux niveaux annualisés de l'exercice biennal 2002–2003.
4. Les dépenses totales pour 2004 se sont établies à 3,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 20 pour cent par rapport aux niveaux annualisés de l'exercice biennal 2002–2003.
5. Les chiffres des recettes et des dépenses de 2004 font apparaître une réduction sensible de la proportion de produits provenant de contributions en nature dans le volume total de produits: cette proportion est tombée à 30 pour cent des dépenses totales de produits en 2004 contre 63 pour cent pendant l'exercice biennal 2002–2003.
6. En 2004, les coûts d'appui totaux – coûts d'appui directs (CAD) et coûts d'administration et d'appui aux programmes (AAP) – ont représenté 16,4 pour cent des dépenses totales contre 14,6 pour cent en 2002–2003. Cet accroissement a tenu principalement au fléchissement du dollar par rapport à l'euro pendant cette période qui a entraîné une augmentation des coûts de personnel de 31,3 millions de dollars.
7. Les coûts d'appui indirects (CAI) ont fourni 202,2 millions de dollars de recettes au budget AAP en 2004; de même, des recettes supplémentaires de 900 000 dollars provenant de contributions en espèces de contrepartie des gouvernements, des ajustements de taux de change et des recettes accessoires ont constitué un revenu supplémentaire au titre du budget AAP.
8. Les dépenses AAP ont atteint 141,9 millions de dollars en 2004, soit 46,5 pour cent du budget AAP de 305 millions de dollars approuvé pour l'exercice biennal 2004–2005.
9. Le budget AAP pour 2004 s'est soldé par un excédent de recettes par rapport aux dépenses de 29,9 millions de dollars, y compris le montant de 31,3 millions de dollars couvrant les coûts supplémentaires de personnel imputables aux fluctuations de change mentionnées au paragraphe 6 ci-dessus.
10. Le Fonds de péréquation AAP disposait d'un solde de 230,6 millions de dollars au début de l'année 2004. Le Conseil a approuvé l'utilisation d'un montant de 93,1 millions de dollars à des fins déterminées dans le Plan de gestion pour 2004–2005, à savoir: i) 29 millions de dollars pour les investissements et le renforcement des capacités; ii) 20 millions de dollars pour l'amélioration de la sécurité; iii) 20 millions de dollars pour le Compte d'intervention immédiate (CII); enfin iv) 24,1 millions de dollars pour le mécanisme d'avances au titre des CAD, mesure confirmée en mai 2004.



11. Ainsi, le Compte de péréquation AAP enregistré à la fin de l'année 2004 un solde de 168 millions de dollars, y compris l'excédent net de 29,9 millions de dollars de recettes AAP par rapport aux dépenses 2004 et compte tenu des ajustements positifs nets de 500 000 dollars au titre de périodes antérieures.

État des actifs et engagements

12. L'état des actifs et engagements, réserves et soldes de fonds au 31 décembre 2004 est présenté au tableau A4 à la fin de la présente section.

Source des liquidités et solde des placements à court terme

13. Les liquidités et placements à court terme disponibles au 31 décembre 2004 se composaient de 484,6 millions de dollars résultant des activités d'exploitation et 711,0 millions de dollars résultant des réserves et autres comptes.

TABLEAU A1: LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS À COURT TERME (en millions de dollars)	
Liquidités résultant des activités d'exploitation 2004	
Montants engagés et non réglés et engagements en cours	484,6
Total, liquidités résultant des activités d'exploitation	484,6
Liquidités résultant des réserves et autres comptes	
Réserves	254,0
Fonds bilatéraux et fonds fiduciaires	230,8
Fonds général et comptes spéciaux	226,2
Total, liquidités résultant des réserves et autres comptes	711,0
Total, liquidités et placements à court terme	1 195,6

⇒ *Liquidités résultant des activités d'exploitation*

14. Il s'agit de liquidités mises de côté pour le paiement de dépenses engagées ou déjà encourues pour des projets mais non réglées et de contributions en espèces reçues qui sont sur le point d'être engagées. Le solde de liquidités — 484,6 millions de dollars résultant des activités d'exploitation — représente 40 pour cent des liquidités et des placements à court terme, ce qui équivaut à près de deux mois de dépenses au niveau de 2004 contre trois mois en 2003.

⇒ *Liquidités résultant des réserves et autres comptes*

15. Cet élément des liquidités comprend les réserves et autres comptes autorisés par le Conseil à des fins spécifiques pour assurer la continuité des opérations. Il représente 40 pour cent des liquidités et placements à court terme. Il s'agit de la Réserve opérationnelle, du CII, du Mécanisme d'avances au titre des CAD, du Fonds d'auto assurance, du Fonds de complément des contributions des donateurs non habituels et du Compte de péréquation AAP. Cet élément comprend également les fonds bilatéraux et les fonds fiduciaires qui représentent 20 pour cent des liquidités et placements à court terme.



⇒ *Fonds détenus à titre fiduciaire par les bureaux de pays*

16. À la fin de 2004, les fonds détenus à titre fiduciaire par les bureaux de pays se chiffraient à 65,5 millions de dollars, soit 11 pour cent de plus qu'à la fin de 2003. Le régime de gestion et d'administration de ces fonds sera modifié avec effet au 1er janvier 2005: ils seront désormais comptabilisés et contrôlés de la même façon que tous les autres fonds du PAM.

⇒ *Comptes créditeurs*

17. Sur 200,5 millions de dollars de comptes créditeurs, 50,2 millions de dollars correspondent à des intérêts échus, 90,9 millions de dollars à des avances versées qui seront déduites des derniers paiements et le solde à divers montants dus au PAM.

⇒ *Contributions à percevoir*

18. Le solde des contributions à percevoir est tombé de 1,7 milliard de dollars à la fin de 2003 à 1,5 milliard de dollars à la fin de 2004. Le montant des contributions à percevoir au titre d'années antérieures a lui aussi diminué sensiblement ainsi qu'il apparaît au tableau A2. Des montants restent à percevoir au titre de l'année 2001 et de périodes antérieures en application des accords en vigueur avec les donateurs; des échanges de vues se poursuivent à leur sujet avec les donateurs intéressés. Bien qu'il soit actuellement prévu que ces montants seront effectivement versés, les montants qui seraient jugés non recouvrables à une date ultérieure seront passés par Profits et pertes.

TABLEAU A2: DATE D'ORIGINE DES CONTRIBUTIONS À PERCEVOIR AU 31 DÉCEMBRE 2004 (en millions de dollars)			
	2004		2003
Année en cours 2004	1 007,9		-
Période antérieure 2003	242,1		1 212,5
Période antérieure 2002	150,3		302,9
Période antérieure 2001	73,3		168,9
2000 et années antérieures	36,9		64,3
Total, contributions à percevoir	1 510,5		1 748,6



⇒ *Placements à long terme et prêt à long terme*

19. Les placements à long terme se composent de bons STRIPS du Trésor des États-Unis qui ont été acquis en septembre 2001 et ont une échéance supérieure à 30 ans. Leur valeur comptable s'établit à 60,3 millions de dollars. Leur valeur boursière totale atteignait 79,6 millions de dollars à la fin de 2004.
20. Ces placements sont destinés à garantir le remboursement des intérêts et du principal d'un prêt en produits contracté avec un organisme gouvernemental. La valeur actuelle de ce prêt à long terme atteint 106 millions de dollars. Les recettes provenant des placements à long terme, ainsi que le principal, seront suffisants pour rembourser intégralement le prêt.

⇒ *Engagements actuels*

21. La somme à régler de 213,2 millions de dollars se compose de: i) 43,4 millions de dollars dus au titre de biens et services reçus; ii) 77,7 millions de dollars dus aux donateurs au titre de projets achevés; iii) 14,6 millions de dollars d'autres montants à verser; iv) 77,5 millions de dollars à compenser sur d'autres comptes. Les engagements échus de 588,1 millions de dollars représentent des commandes qui n'ont pas encore été livrées mais ont déjà été comptabilisées comme dépenses.
22. Le délai moyen s'écoulant entre l'engagement des fonds et le règlement effectif a atteint 2,6 mois en 2004 contre 2,9 mois en 2002–2003.

⇒ *Réserves et soldes de fonds*

23. Les réserves sont des fonds constitués par le PAM à des fins spécifiques; les soldes des fonds représentent les revenus non utilisés qui sont reportés d'une année à l'autre. Les réserves ont accusé une baisse notable de 25 pour cent en 2004 par suite de l'allocation approuvée sur le Compte de péréquation AAP qui a été mentionnée plus haut. Les soldes de fonds ont diminué de 2 pour cent pendant l'année 2004.



TABLEAU A3: RECETTES ET DÉPENSES ET SOLDES DE FONDS POUR L'ANNÉE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE 2004 (en millions de dollars)		
	2004	Exercice 2002-2003
Recettes		
Contributions de produits en nature	432,2	1 087,7
Contributions de services en nature	54,3	44,3
Autres contributions	1 838,9	3 607,0
Contributions au programme pour l'Iraq	940,6	913,1
Contributions en espèces des gouvernements pour couvrir les coûts locaux	1,6	2,6
Intérêts	21,0	83,0
Ajustement des taux de change	29,0	60,1
Recettes accessoires	22,0	6,4
Recettes totales	3 339,6	5 804,2
Dépenses		
Produits en nature	468,0	1 707,6
Achats de produits	1 097,2	1 012,1
Coûts de transport maritime et coûts connexes	334,9	438,2
Transport terrestre, entreposage et manutention	530,1	946,9
Autres coûts opérationnels directs	139,5	234,6
Coûts d'appui directs	329,9	507,5
Coûts d'administration et d'appui au Programme	141,9	232,2
Dépenses de personnel supplémentaires dues aux variations des taux de change	31,3	-
Dépenses totales	3 072,8	5 079,1
Excédent (déficit) de recettes par rapport aux dépenses	266,8	725,1
Solde des fonds, début de la période	1 835,5	1 893,8
Réaffectation des soldes de fonds non utilisés	(56,5)	(99,9)
Remboursement de soldes de fonds non utilisés	(70,9)	(63,4)
Passation par Profits et pertes des contributions à recevoir	(1,1)	(0,4)
Inscription des contributions à recevoir	(157,5)	(333,3)
Ajustement au titre de périodes antérieures	(76,7)	(54,8)
Économies dues à l'annulation d'engagements au titre de périodes antérieures	1,0	2,2
Virements (aux)/des réserves	60,4	(233,8)
Soldes des fonds, fin de la période	1 801,0	1 835,5



TABLEAU A4: ACTIFS, ENGAGEMENTS, RÉSERVES ET SOLDES DE FONDS AU 31 DÉCEMBRE 2004 (en millions de dollars)		
	31 décembre 2004	31 décembre 2003
Actifs		
Liquidités et placements à court terme	1 195,6	907,4
Fonds détenus à titre fiduciaire par les bureaux de pays	65,5	59,2
Sommes à recevoir	200,5	185,4
Contributions à recevoir	1 510,5	1 748,6
Placements à long terme	60,3	62,2
Total actifs	3 032,3	2 962,9
Engagements		
Engagements courants		
Sommes dues	213,2	126,1
Engagements échus	588,1	500,4
Prêt CERF*	5,0	-
Fonds détenus à titre fiduciaire par les bureaux de pays	65,0	58,5
Total, engagements courants	871,3	685,0
Prêt à long terme	106,0	106,0
Total, engagements	977,3	791,0
Réserves et soldes de fonds		
Réserves	254,0	336,4
Soldes de fonds	1 801,0	1 835,5
Total, réserves et soldes de fonds	2 055,0	2 171,9
Total engagements, réserves et soldes de fonds	3 032,3	2 962,9

* Fonds central autorenewable d'urgence

SECTION B: GESTION DES LIQUIDITES ET DES PLACEMENTS

24. La présente section du rapport concerne i) l'évolution de la trésorerie du PAM en 2004, ii) la composition des liquidités et des placements à court terme, iii) l'analyse des soldes de trésorerie du point de vue des soldes d'exploitation et autres, iv) les initiatives prises en 2004 en ce qui concerne la gestion des liquidités et des investissements.

Solde de trésorerie en 2004

25. Au début de l'année 2004, le PAM disposait de 907,4 millions de dollars de trésorerie et de placements à court terme. Pendant cette même année, les entrées de fonds provenant des contributions, du produit des intérêts et des recettes accessoires se sont établies à 3,55 milliards de dollars, dépassant les sorties de fonds - 3,262 milliards de dollars — au titre des dépenses opérationnelles, de l'administration et de l'appui aux programmes et des remboursements aux donateurs, de sorte que les soldes de trésorerie ont enregistré une augmentation nette de 288,2 millions de dollars.



26. Au 31 décembre 2004, le PAM disposait de 1,196 milliard de dollars en liquidités et placements à court terme. En outre, un montant de 65,5 millions de dollars était détenu à titre fiduciaire par les bureaux de pays et 60,3 millions de dollars étaient placés en bons STRIPS du Trésor des États-Unis en vue du remboursement d'un prêt à long terme.

Composition des liquidités et des placements à court terme

27. Sur les 1,196 milliard de dollars de liquidités et de placements à court terme, 27,4 millions de dollars – soit approximativement 2,3 pour cent – étaient détenus dans les comptes des bureaux de pays; le reste, soit 1,168 milliard de dollars (97,7 pour cent) était détenu dans des comptes administrés par le Siège.

	Année prenant fin le 31 décembre 2004	Période prenant fin le 31 décembre 2003	Augmentation/ (diminution)	
			Montant	%
Bureau de pays	27,4	26,9	0,5	1,86
Siège				
- Comptes bancaires du Siège	43,9	50,3	(6,4)	-12,7
- Comptes du marché monétaire et de placements à court terme	1 124,3	830,2	294,1	35,4
Total siège	1 168,2	880,5	287,7	32,7
Total, liquidités et placements à court terme	1 195,6	907,4	288,2	31,8

28. Le niveau des dépenses en 2004 a augmenté de 12 pour cent par rapport aux niveaux annualisés de l'exercice biennal précédent mais les liquidités détenues par les bureaux de pays n'ont enregistré qu'un léger accroissement de 1,9 pour cent. Malgré l'expansion des activités au titre des projets, les soldes de trésorerie au Siège et dans les bureaux de pays qui utilisent des comptes bancaires ont été limités à un niveau correspondant à environ huit jours d'exploitation. Ce résultat a été obtenu grâce à une surveillance étroite des soldes bancaires et au recours à des comptes à solde nul ainsi qu'il est indiqué ci-après.
29. Au Siège, 15,4 millions de dollars étaient détenus dans cinq comptes bancaires d'exploitation, 8,9 millions de dollars dans six autres comptes bancaires et 19,6 millions de dollars dans les comptes à solde nul principaux. Le Secrétariat a continué à moduler les soldes de liquidités de façon à limiter au minimum les soldes déposés dans des comptes d'exploitation qui rapportent des intérêts moins élevés.

Comptes du marché monétaire et comptes de placement à court terme

30. À la fin de 2004, le Secrétariat avait au total 1,2 milliard de dollars, soit 188,1 millions de dollars dans les comptes du marché monétaire et 936,2 millions de dollars dans des comptes de placement à court terme.



31. Sur les 188,1 millions de dollars placés en fonds du marché monétaire, 145,1 millions de dollars relèvent du programme pour l'Iraq. Le solde (43,0 millions de dollars) représente approximativement les besoins d'une semaine d'exploitation. Le compte du marché monétaire est un portefeuille d'actifs diversifié qui investit exclusivement dans des instruments du marché monétaire de grande qualité mobilisables à tout moment, tels que les obligations d'État, de banques ou de sociétés. Ce portefeuille permet des retraits à très bref délai et même à la valeur du jour. En 2004, le compte du marché monétaire a eu un rendement annuel moyen de 1,2 pour cent alors que les taux d'intérêt des dépôts bancaires aux États-Unis s'établissaient en moyenne à 1,0 pour cent.
32. Au 31 décembre 2004, les placements à court terme gérés par cinq gestionnaires extérieurs avaient une valeur réalisable de 937,2 millions de dollars (valeur comptable de 936,2 millions de dollars), après déduction des frais et des plus-values réalisées. Les mouvements des placements à court terme en 2004 sont présentés au tableau B2 ci-après.

TABLEAU B2: MOUVEMENTS DES PLACEMENTS À COURT TERME EN 2004 (en millions de dollars)		
Solde d'ouverture, 1er janvier 2004		780,3
Dépôts	850,8	
Produit net des plus-values et moins-values réalisées	19,7	
Total entrées		870,5
Retraits, frais, dépenses, etc.	(714,6)	
Total sorties		714,6
Solde de clôture, 31 décembre 2004		936,2

33. La valeur de réalisation des placements confiés aux gestionnaires ainsi que le rendement annuel des placements après déduction des frais et dépenses sont présentés au tableau B3 ci-après. Un seul gestionnaire de placements sur cinq a dépassé le niveau de rendement de référence.

TABLEAU B3: VALEUR RÉALISABLE ET PERFORMANCE ANNUELLE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS À COURT TERME DU PAM					
Gestionnaire	Valeur réalisable au 31 décembre 2004 (millions de E.-U.)	Rendement annuel (%)	Indice (JP Morgan à 3 mois) (%)	Objectif de dépassement de l'indice (%)	Excédent/ (déficit) par rapport à l'indice (%)
A	296,2	1,94	1,47	0,50	0,47
B	295,6	1,61	1,47	0,50	0,14
C	203,3	2,05	1,47	0,50	0,58
D*	99,5	0,56	1,35	0,50	(0,79)
E	42,6	1,94	1,47	0,50	0,47
Total	937,2	1,71	1,46	0,50	0,25

* Fonds de complément des contributions de donateurs non habituels.



34. Le rendement annuel du portefeuille total de placement à court terme, après déduction des frais de placement, s'est établi à 1,71 pour cent, soit 25 points de plus que l'indice de base de 1,46 pour cent (Indice JP Morgan à trois mois). Bien que le rendement du portefeuille soit resté inférieur de 25 points au niveau de référence de 1,96 pour cent (indice de base + 50 points), les résultats ont été considérés comme bons car dans la conjoncture actuelle, les taux d'intérêt sont tombés au niveau le plus bas des 40 dernières années.
35. En 2004, le rendement de 1,71 pour cent de l'ensemble du portefeuille a été supérieur de 17 pour cent à l'indice JP Morgan.

Autres soldes de trésorerie et de placements

⇒ Fonds détenus à titre fiduciaire par les bureaux de pays

36. Au 31 décembre 2004, les fonds détenus à titre fiduciaire dans 18 bureaux de pays, soit 65,5 millions de dollars dépassaient de 10,6 pour cent le niveau de 59,2 millions de dollars atteint en 2003. Cette augmentation est principalement imputable à l'accroissement des fonds fiduciaires en Équateur et en Indonésie. Environ 59 pour cent des fonds totaux ainsi détenus sont libellés en dollars des États-Unis, le solde de 41 pour cent étant libellé en monnaies locales.

⇒ Fonds de remboursement de prêt

37. En 2001, le PAM a placé 66,3 millions de dollars en bons STRIPS à long terme du Trésor des États-Unis dont les échéances et les valeurs correspondent au paiement des intérêts et du principal du prêt à long terme. Le troisième paiement d'intérêts d'un montant de 1,9 million de dollars a été effectué en mai 2004, laissant subsister un solde investi en bons STRIPS de 60,3 millions de dollars à la fin de 2004.

⇒ Fonds de prestations dues au personnel

38. Les fonds de prestations dues au personnel sont regroupés et placés dans des portefeuilles à long terme à concurrence de 60 pour cent sous forme d'obligations et de 40 pour cent sous forme d'actions. Ces fonds sont confiés à deux gestionnaires qui se sont conformés aux directives de placements du PAM et en particulier se sont abstenus d'investir au nom du PAM dans des sociétés qui produisent, fabriquent ou distribuent des mines terrestres et d'autres armes anti-personnel.
39. En décembre 2004, le solde du fonds de prestations dues au personnel dépassait les engagements actuariels de 3,3 millions de dollars; la valeur comptable des actifs s'établissait à 64,9 millions de dollars (73,6 millions de dollars de valeur réalisable); la valeur actuarielle des engagements au titre de ce fonds était de 61,6 millions de dollars.

Principales initiatives de gestion en 2004

⇒ Comptes à solde nul et services bancaires électroniques

40. Le PAM a élargi les comptes à solde nul et les services bancaires électroniques à 21 bureaux de pays supplémentaires pendant l'année, portant ainsi à 33 le nombre de pays concernés à la fin de 2004.



41. Les décaissements des comptes auxiliaires à solde nul des bureaux de pays sont financés quotidiennement par le compte principal du Secrétariat de sorte que les comptes auxiliaires des bureaux de pays enregistrent des soldes nuls à la fin de chaque journée. C'est là un moyen de gestion des liquidités plus efficace que le maintien de soldes dans chaque compte bancaire.
42. Les bureaux de pays ont pu ainsi réaliser des économies sensibles sur les frais et commissions bancaires et bénéficier de meilleurs taux de change dans les 33 pays où des comptes à solde nul sont utilisés. Des économies supplémentaires sont attendues parce que le Secrétariat se propose de mettre en place des comptes à solde nul et des services bancaires électroniques dans 20 pays supplémentaires en 2005.

⇒ *Gestion des placements*

43. Le suivi des placements a continué de s'améliorer. On a accordé de plus en plus d'importance à l'analyse des risques sur la base de rapports analytiques établis par le dépositaire général.
44. Les visites faites sur place aux gestionnaires de placements ont donné au PAM l'occasion d'étudier, avec les dirigeants des cabinets de gestion, le rendement et les perspectives des placements, les processus de décision et les systèmes d'application. Les représentants du PAM se sont rendus dans les cinq cabinets de gestion pour mieux comprendre la gestion quotidienne des portefeuilles de l'Organisation. Compte tenu de l'évolution des flux de trésorerie et des besoins du PAM, le conseiller en placements a été invité à étudier l'opportunité de la politique actuelle de placement et les directives relatives aux recettes fixes à court terme en rapport avec les modes et les stratégies de placement des gestionnaires.
45. Le Comité des placements du PAM a donné des conseils sur la gestion des placements et en a assuré la supervision par le biais de ses quatre réunions trimestrielles et de quatre réunions extraordinaires en 2004.
46. En 2004, les cinq gestionnaires de placements ont tous présenté au Comité la performance de leurs portefeuilles et les perspectives économiques s'y rapportant dans le cadre de la visite et de l'exposé annuel obligatoires.

Utilisation des intérêts perçus

47. Conformément aux procédures approuvées, un montant de 1,5 million de dollars sur un total de 21 millions de dollars reçu au titre des intérêts a été utilisé pour i) régler les honoraires des gestionnaires de fonds et du dépositaire, soit 1,4 million de dollars; ii) régler les honoraires (55 000 dollars) en rapport avec l'étude actuarielle; iii) régler les honoraires (8 800 dollars) se rapportant à l'examen des services bancaires et iv) régler les honoraires (24 743 dollars) du conseiller en placements.

SECTION C: RAPPORT SUR L'UTILISATION DES RESSOURCES ET LES DEROGATIONS

48. Dans la présente section, des renseignements sont donnés au Conseil, en application des articles XII.4 et XIII.4 du Règlement général sur: i) l'utilisation des ressources en espèces sans restriction pour acheter des produits (article XII.4 du Règlement général); ii) les contributions en produits ou en services uniquement des gouvernements des pays en développement, des pays en transition et d'autres donateurs non habituels (article XIII.4 e)



du Règlement général); et iii) les dérogations des CAI pour les contributions en nature destinées à financer des coûts d'appui directs (CAD) (article XIII.4 f) du Règlement général).

Utilisation des ressources en espèces sans restriction pour acheter des produits (article XII.4 du Règlement général)

49. Aux fins du présent rapport, on considère les contributions multilatérales en espèces pour la catégorie des activités de développement comme des ressources en espèces sans restriction, même si ces ressources peuvent être utilisées dans certains cas pour acheter des produits dans le pays donateur. Ces ressources ont été utilisées pour financer les engagements annuels demandés/affectés au titre de projets de développement.
50. En 2004, le montant disponible au titre des ressources en espèces sans restriction s'est établi à 73,6 millions de dollars, dont 38,3 millions de dollars, soit 52,9 pour cent, ont servi à acheter des produits dans les pays en développement et 34,7 millions de dollars, soit 47,1 pour cent, pour des achats dans les pays développés. Des renseignements détaillés sont présentés au tableau C1.
51. On trouvera dans le Rapport annuel d'exécution de plus amples renseignements sur les achats de produits dans les pays en développement, toutes ressources en espèces et toutes catégories d'activités confondues.



TABLEAU C1: UTILISATION DES RESSOURCES EN ESPÈCES SANS RESTRICTION POUR ACHETER DES PRODUITS CONFORMÉMENT À L'ARTICLE XII.4 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL EN 2004 (en dollars E.-U.)		
Pays d'achat	Pays en développement	Pays développés
Afrique du Sud	141 636	
Allemagne		68 685
Argentine	293 936	
Bangladesh	176 984	
Belgique		1 001 342
Bénin	158 564	
Bhoutan	362 053	
Burkina-Faso	757 289	
Cameroun	331 288	
Canada		9 657 587
Chine	1 812 881	
Cuba	1 302 428	
Danemark		18 725 648
Égypte	1 376 717	
États-Unis d'Amérique		934 520
Éthiopie	112 651	
Gambie	36 627	
Ghana	116 799	
Inde	6 588 045	
Italie		748 113
Japon		1 133 968
Jordanie	1 067 016	
Kenya	3 084 675	
Laos	48 352	
Lesotho	751 994	
Malaisie	637 118	
Malawi	596 362	
Mali	1 726 758	
Mozambique	568 322	
Namibie	15 546	
Népal	4 003 963	



TABLEAU C1: UTILISATION DES RESSOURCES EN ESPÈCES SANS RESTRICTION POUR ACHETER DES PRODUITS CONFORMÉMENT À L'ARTICLE XII.4 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL EN 2004 (en dollars E.-U.)		
Nicaragua	1 021 738	
Niger	2 161 428	
Ouganda	1 356 167	
Pakistan	656 344	
Pays-Bas		793 016
République dominicaine	98 061	
Sénégal	748 791	
Singapour	128 920	
Soudan	1 964 377	
Syrie	249 052	
Tanzanie	85 327	
Thaïlande	1 051 751	
Turquie		1 599 259
Vietnam	518 527	
Zambie	2 825 017	
Total	38 933 504	34 662 137
Total général		73 595 641
Pourcentage	52,9	47,1

Contributions en produits ou en services (article XIII.4 e) du Règlement général)

52. En 2004, la valeur des contributions en produits ou en services uniquement reçus de gouvernements de pays en développement, de pays en transition et d'autres donateurs non habituels, conformément à l'article XIII.4 e) du Règlement général, s'est établi à 15 823 672 dollars. Des contributions en espèces de 2 778 550 dollars d'autres donateurs et 6 474 720 dollars d'autres ressources du PAM ont été utilisées à l'appui de ces contributions. Des dérogations au recouvrement des CAI ont été accordées pour un montant de 1 119 939 dollars sur des contributions de pays en développement comme indiqué au tableau C2 ci-après.



TABLEAU C2: CONTRIBUTIONS FOURNIES EN 2004 CONFORMÉMENT À L'ARTICLE XIII.4 e) DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL (en dollars E.-U.)				
Donateurs	Valeur	Autres coûts financés par		Montant des CAI visé par la dérogation
		Autre donateur	PAM *	
Cameroun	600 000		175 480	54 284
Colombie	2 223 956		969 297	155 675
Cuba	570 000		498 300	39 900
Kenya	1 035 000		453 508	72 450
Kenya	9 000 000	2 778 550	3 691 28	630 000
Malawi	1 454 716		361 676	101 830
Syrie	616 000		69 930	43 120
Syrie	324 000		255 240	22 680
Total	15 823 672	2 778 550	6 474 720	1 119 939

* Note: Le Fonds de complément des contributions des donateurs non habituels a financé les coûts associés à ces contributions à l'exception de la contribution du Malawi et d'une partie (3 144 797 dollars) de la contribution du Kenya.

Dérogations à l'application des CAI pour les contributions en nature destinées à financer des CAD (article XIII.4 f) du Règlement général)

53. La valeur totale des dérogations au recouvrement des CAI accordées pour des contributions en nature au titre des CAD d'un montant de 7 884 779 dollars s'est établie à 551 935 dollars en 2004. Le tableau C3 donne le détail par donateur, catégorie d'activité, pays bénéficiaire, valeur et montant des CAI visés par la dérogation.



**TABLEAU C3: DÉROGATIONS AU RECOUVREMENT DES COÛTS D'APPUI INDIRECTS EN 2004
POUR LES CONTRIBUTIONS EN NATURE VISANT À COUVRIR LES CAD CONFORMÉMENT À
L'ARTICLE XIII.4 f) DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL (en dollars E.-U.)**

Donateur	Pays bénéficiaire	Contribution	Valeur	Montant des CAI visé par la dérogation
Belgique	Soudan	En nature/services	954 176	66 792
Danemark	Népal	En nature/ personnel	69 145	4 840
Danemark	Tchad	En nature/ personnel	70 380	4 927
Danemark	Soudan	En nature/ personnel	352 178	24 652
Danemark	Afrique de l'Ouest	En nature/ personnel	56 610	3 963
Danemark	Tchad	En nature/ personnel	113 750	7 963
Danemark	Haïti	En nature/ personnel	103 500	7 245
Danemark	Libéria	En nature/ personnel	110 075	7 705
Danemark	Soudan	En nature/ personnel	50 398	3 528
Donateurs privés - RedR Australie	Bangladesh	En nature/ personnel	111 824	7 828
Donateurs privés - RedR Australie	Moyen-Orient, Asie centrale, Europe de l'Est	En nature/ personnel	103 819	7 267
Donateurs privés - RedR Australie	Soudan	En nature/ personnel	157 884	11 052
Donateurs privés - RedR Australie	Cambodge	En nature/ personnel	132 030	9 242
Donateurs privés-RedR Australie	Myanmar	En nature/ personnel	28 768	2 014
Donateurs privés-Ericsson	Soudan	En nature/ personnel	17 442	1 221
Norvège	Angola	En nature/ personnel	133 770	9 364
Norvège	Tchad	En nature/ personnel	176 800	12 376
Norvège	Côte d'Ivoire	En nature/ personnel	147 412	10 319
Norvège	Soudan	En nature/ personnel	412 662	28 886
Norvège	Afghanistan	En nature/ personnel	78 044	5 463
Norvège	Burundi	En nature/ personnel	126 430	8 850
Norvège	Tchad	En nature/ personnel	11 135	779
Norvège	Haïti	En nature/services	912 281	63 860
Norvège	Iraq	En nature/ personnel	38 471	2 693
Norvège	Soudan	En nature/ services	357 098	24 997
Norvège	Soudan	En nature/ personnel	52 830	3 698
Royaume-Uni	Haïti	En nature/ personnel	14 375	1 006



TABLEAU C3: DÉROGATIONS AU RECOUVREMENT DES COÛTS D'APPUI INDIRECTS EN 2004 POUR LES CONTRIBUTIONS EN NATURE VISANT À COUVRIR LES CAD CONFORMÉMENT À L'ARTICLE XIII.4 f) DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL (en dollars E.-U.)				
Royaume-Uni	Iraq	En nature/ personnel	47 957	3 357
Royaume-Uni	Libéria	En nature/ personnel	11 951	837
Royaume-Uni	Soudan	En nature/ personnel	309 078	21 635
Suède	Soudan	En nature/ personnel	364 180	25 493
Suède	Congo, R.D.	En nature/ personnel	23 232	1 626
Suède	Angola	En nature/ personnel	157 482	11 024
Suède	Haïti	En nature/ personnel	17 250	1 208
Suède	Soudan	En nature/ personnel	222 155	15 551
Suisse	Burundi	En nature/ personnel	109 980	7 699
Suisse	Tchad	En nature/ personnel	70 380	4 927
Suisse	Région Afrique de l'Est et centrale	En nature/ personnel	116 472	8 153
Suisse	Soudan	En nature/ personnel	318 814	22 317
Suisse	Région Afrique de l'Ouest	En nature/ personnel	202 826	14 198
Suisse	Angola	En nature/ personnel	212 680	14 888
Suisse	Grands Lacs	En nature/ personnel	134 976	9 448
Suisse	Haïti	En nature/ personnel	150 650	10 546
Suisse	Région Afrique de l'Ouest	En nature/ personnel	323 935	22 675
Suisse	Angola	En nature/ personnel	80 760	5 653
Suisse	Haïti	En nature/ personnel	116 734	8 171
Total			7 884 779	551 935



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AAP	Administration et appui aux programmes
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CERF	Fonds central autorenewable d'urgence
CII	Compte d'intervention immédiate
STRIPS	Négoce séparé des intérêts et du principal inscrits des actions

